L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 28 AOUT 1865 entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
LUNDI MATIN, 28 AOUT.

Vente à Bonneau de ce jour.
Pour l'heure et les détails, voir aux annonces

Par Mc Cotter et Landry — au Masonic Hall, ci-devant.

La question du coton.

Tous ceux qui ont un intérêt quelconque dans les affaires de coton savent quelles entraves ont été apportées aux transactions sur ce produit par l'intervention d'une nuée d'agents du trésor lancés à la recherche du soi-disant coton confédéré. Les fraudes commises au préjudice du trésor eussent bien qu'en détriment des particuliers par ces poursuites financières n'eut été vraiment si patentée que le secrétaire McCulloch a dû envoyer M. O. H. Cutler comme agent spécial pour aviser à réparer les abus commis, et que ce dernier n'a rien trouvé de mieux à faire pour couper le mal dans sa racine que de destituer en masse les agents nommés par M. Flanders.

Mais le remplacer des individus suspects de concussion et de fraudes par d'autres individus, en admettant même que ceux ci fussent mieux choisis, ne remédie en aucune façon au vice du système. Les particuliers n'en resteront pas moins soumis à toutes les vexations, à toutes les recherches, et à tous les désagréments qu'occasionne cette chasse au coton confédéré. Si l'on veut assurer la liberté des transactions commerciales, et rendre aux affaires toute l'activité qu'elles auraient si elles n'étaient paralysées par l'incertitude des titres, il faut renoncer nettement à un système condamné par l'expérience et qui sans être profitable pour le gouvernement est excessivement onéreux pour les intéressés.

Il y avait peu de générosité à écraser d'impôts spéciaux une population qu'on avait déjà dépouillée par l'émancipation de quatre milliards de propriétés, reconnues comme telles par les lois et la constitution des Etats-Unis, et nous avons applaudi à l'abolition du droit de 25 pour cent établi sur le coton provenant du territoire compris autrefois dans les limites confédérées. Pour compléter cet acte de justice, le gouvernement devrait renoncer à cette recherche du coton confédéré qui a été jusqu'à présent si peu fructueuse pour lui et qui a causé et cause encore tant d'ennuis aux planteurs et aux acheteurs. Les raisons qui militent en faveur de cette resolution sont exposées avec beaucoup de force dans la pétition suivante adressée au Président et qui a été endossée par le général Sheridan et corroborée par le témoignage de M. Mellen, surintendant spécial de l'agence commerciale du Trésor. La taxe proposée par les pétitionnaires peut donner lieu à quelque objection en ce sens qu'elle frappera sans distinction tous les cotons et qu'elle grèvera ainsi les cotons des particuliers qui auront leurs titres parfaitement en règle, ce qui n'est pas juste. Aussi préférerions-nous voir adopter un meilleur moyen d'arranger la difficulté. Voici quelqu'il en soit, le texte de la pétition :

A Andrew Johnson, Président des Etats Unis :

Monsieur— Nous, soussignés, désirons vous représenter, au nom des marchands, hommes d'affaires et planteurs des Etats du Texas, du Mississipi et de la Louisiane qu'en vue des grosses fraudes, des abus et des actes d'oppression et d'injustice flagrante commis journellement par les agents du Trésor et par les autorités militaires, à peu près dans toutes les localités, sous prétexte de la recherche du sol-disant coton confédéré. Les fraudes commises au préjudice du trésor aient bien qu'en détriment des particuliers par ces poursuites financières ayez été vraiment si patentée que le secrétaire McCulloch a dû envoyer M. O. H. Cutler comme agent spécial pour aviser à réparer les abus commis, et que ce dernier n'a rien trouvé de mieux à faire pour couper le mal dans sa racine que de destituer en masse les agents nommés par M. Flanders.

Mais remplacer des individus suspects de concussion et de fraudes par d'autres individus, en admettant même que ceux ci fussent mieux choisis, ne remédie en aucune façon au vice du système. Les particuliers n'en resteront pas moins soumis à toutes les vexations, à toutes les recherches, et à tous les désagréments qu'occasionne cette chasse au coton confédéré. Si l'on veut assurer la liberté des transactions commerciales, et rendre aux affaires toute l'activité qu'elles auraient si elles n'étaient paralysées par l'incertitude des titres, il faut renoncer nettement à un système condamné par l'expérience et qui sans être profitable pour le gouvernement est excessivement onéreux pour les intéressés.

Il y avait peu de générosité à écraser d'impôts spéciaux une population qu'on avait déjà dépouillée par l'émancipation de quatre milliards de propriétés, reconnues comme telles par les lois et la constitution des Etats-Unis, et nous avons applaudi à l'abolition du droit de 25 pour cent établi sur le coton provenant du territoire compris autrefois dans les limites confédérés. Pour compléter cet acte de justice, le gouvernement devrait renoncer à cette recherche du coton confédéré qui a été jusqu'à présent si peu fructueuse pour lui et qui a causé et cause encore tant d'ennuis aux planteurs et aux acheteurs. Les raisons qui militent en faveur de cette resolution sont exposées avec beaucoup de force dans la pétition suivante adressée au Président et qui a été endossée par le général Sheridan et corroborée par le témoignage de M. Mellen, surintendant spécial de l'agence commerciale du Trésor. La taxe proposée par les pétitionnaires peut donner lieu à quelque objection en ce sens qu'elle frappera sans distinction tous les cotons et qu'elle grèvera ainsi les cotons des particuliers qui auront leurs titres parfaitement en règle, ce qui n'est pas juste. Aussi préférerions-nous voir adopter un meilleur moyen d'arranger la difficulté. Voici quelqu'il en soit, le texte de la pétition :

A Andrew Johnson, Président des Etats Unis :

Monsieur— Nous, soussignés, désirons vous représenter, au nom des marchands, hommes d'affaires et planteurs des Etats du Texas, du Mississipi et de la Louisiane qu'en vue des grosses fraudes, des abus et des actes d'oppression et d'injustice flagrante commis journellement par les agents du Trésor et par les autorités militaires, à peu près dans toutes les localités, sous prétexte de la recherche du sol-disant coton confédéré ; et prenant en considération, ce qu'ils ne font pas, que la plupart des planteurs de l'Ouest du Mississipi, n'ayant pas reçu un dollar en papier monnaie ni en obligations pour ce coton qui leur a été pris de force par le gouvernement rebelle, le considérant toujours comme leur propriété et chargeant de tous les actes et les marques, en disposent en faveur d'un négociant qui n'a aucun moyen de distinguer ces marques et qui achète de bonne foi, et ne sait pas et ne peut pas connaître le fait que le vendeur qui l'a vendu en marchand a été induit en erreur par les agents du Trésor et même par le secrétaire lui-même, en nous basant sur ce que la plupart des officiers militaires qui jugeant d'après les propres ordres du secrétaire eux, le prononcent, déclarant aux populations que leur coton ne serait pas pris de force si l'on n'avait les 25 pour cent entre les mains de l'agent autorisé par cela a été fait de bonne volonté ; les planteurs ont apporté leur coton, de bonne foi, sur les représentations des autorités les plus élevées qu'ils pussent voir, et le chargent disposés à le vendre ou à l'expédier ici à l'agent autorisé, mais presque immédiatement des agents d'achat et de transport du Trésor maîtres et surtout par fournir leur dans le sud, comme des abeilles, ils se peuvent s'absorber, un par l'étendue de leur autorité sur les mesures à prendre, mais le entièrement le coton qu'il soit propriété particulière ou tout et détruisent ainsi tout trafic et tout commerce et jetant par terre le fondement, s'il peut se relever un peu des effets de la guerre, une relève laquelle vous seul pouvez apporter remède.

Les achats de tout le coton du Sud, dans le but de rembourser quelques balles qui peuvent avoir appartenu au gouvernement des Etats dits confédérés, a déjà rendu presque tous les capitalistes timorés, a presque totalement arrêté toute espèce de commerce et, à moins que ces actes des agents du Trésor, dont on ne trouverait pas d'un ayant la même nomination, ne soient déclarés illégaux et tout à fait sans autorité de gouvernement, elle va faire dans tout le Sud un sentiment qui est celui de tous que nous devons éviter par-dessus tout, c'est que le gouvernement n'agit pas de bonne foi avec eux.

Nous croyons qu'un rapide de dix ou quinze pour cent sur la valeur du marché de New York, ce qui est permis par les soi-disant de nos ennemis aux différents ports du Sud, on par tous autres fonctionnaires que votre excellence ou le secrétaire du trésor pourrait juger convenable de nommer, produirait un plus grand revenu que celui qu'on retirerait de la vente détenu le coton confédéré, quand même chaque balle en serait finalement rendue au gouvernement.

Nous ajouterons encore la permission de représenter que le système actuel de harasser les marchands et les planteurs en sollicitant tout le coton, encourage la fraude au sentiment de l'égalité et d'affection pour l'ancienne Union.

Beaucoup de planteurs qui n'avaient jamais eu une balle de coton confédéré ou leur parvenu ont eu tout simplement sur la route de leur pouvoir obtenir de l'argent afin de représenter la coton sous le système de travail libre, ont eu leur coton saisi et ont été ainsi privés de moyens de se conformer avec les réglements du travail. Nous avons besoin de secours, et nous vous le demandons respectueusement ; nous avons déjà exposé notre cas devant le major-général Sheridan, par l'intermédiaire duquel nous vous adressons cette pétition, et qui a promis de nous aider, dans la limite de ses pouvoirs, et de corriger les abus dont nous nous plaignons, et espérant que cette pétition, la première qui émanera de la Nlle Orléans et des planteurs des Etats méridionaux, recevra la réponse que nous sollicitons comme un droit et que, nous en avons la confiance, vous êtes disposé à nous accorder, nous soumets,

Vos obéissants serviteurs."

Une autre raison vient s'ajouter à celles qui sont énumérées dans cette pétition pour rendre nécessaire un changement de système, c'est que les taxes et les vexations auxquelles sont en butte les planteurs vont s'appliquer également au coton de la nouvelle récolte et entraveront ainsi d'une façon fort grave les intérêts de l'agriculture, et l'exécution des ouvertures projetées par les planteurs ouvrent les difficultés. Beaucoup de gens qui ont du coton considéré comme confédéré ont été forcés de l'expédier sous balle neuve comme provenant de la nouvelle récolte, et, comme les agents du Trésor ne sont pas, en général, des experts en matière de coton, ils pourront saisir à tort et à travers le nouveau coton sous prétexte de découvrir les fraudes. Il faut absolument en finir de façon ou d'autre avec tous ces obstacles semés sur la route de l'agriculture et du commerce et qui ne servent qu'à engraisser une foule d'agents et d'intermédiaires sans profit pour les coffres du Trésor.

ECOLES PUBLIQUES.

Nous lisons dans une ordonnance sur l'administration des écoles publiques de la Nouvelle Orléans en date du 25 août 1865, que cette administration sera confiée à un Bureau de direction, composé de 24 membres, dont douze seront rendus deux ans et douze pendant un an tous nommés par le maire.

Le dit Bureau aura le pouvoir d'établir des règles pour son propre gouvernement et aussi pour le surintendant, les professeurs et les écoles. Il s'occupera de tout ce qui est relatif aux finances et aux frais nécessaires pour mettre l'ordonnance à exécution.

Il aura le pouvoir de nommer, de suspendre ou de renvoyer tous les professeurs des écoles, mais il ne pourra employer comme professeurs que les personnes qui auront un certificat de capacité délivré par le " comité sur les professeurs ". Dans le choix, toutes autres choses étant égales, préférence sera donnée aux gradués des écoles publiques de cette ville.

Il est alloué $130 00 pour couvrir les frais des écoles publiques du 1er septembre 1865 au 1er août 1866 et cette allocation sera sous le contrôle du dit Bureau mais restera dans le trésor de la ville et n'en sortira que par termes mensuels égaux.

Ont été nommés membres du Bureau de direction :

Dr D C Holliday, Achille Chiapella, Gleody Burke, Robert J Ker, Thomas Hoe Jr, Rev. A P Richards, Dr F C Boyer, George Kuhn, Wm B Walsh, John T Moore, F F Dacosta, Edwin L Jewett, Dominico Augustin, Dr F Cavidens, John K Collins, Jules Magne, John I Adams, Dr Ed. Anne, J Thyes, S L Tuton, John Turpin, Asg., Vavasa, David McConnell, E S Kvop.

Le nouvelle Direction se réunira demain, mardi, à l'Hôtel de Ville.

LIGNE TÉLÉGRAPHIQUE DE VICKSBURG A SHREVEPORT.—Le New York *Journal of commerce* annonce que la ligne télégraphique devait être posé à cet endroit à mesure le Mississipi, vendredi dernier, et que la ligne télégraphique qui doit le relier à un autre qui monte en communication Vicksburg avec Shreveport par Monroe et Delhi, sera achevée dans quelques d'ici à quinzaine.

ENQUÊTE A FAIRE.—On a trouvé la nuit dernière d'un enfant flottant dans le fleuve, au pied de la rue Girod.

Nouvelles télégraphiques.

(Télégrammes du 26)

Le major T. T. Eckert, secrétaire spécial de la guerre, remplit les fonctions de secrétaire de la guerre, pendant le voyage de M. Stanton dans l'Ouest.

Une dépêche de Washington à la *Tribune* dit que le général Grant a remarqué tout récemment qu'il y avait assez de pouvoirs pour contraindre Davis de comparaître devant l'autorité présidé Lincoln et que le sort des conspirateurs décide du plus.

A. Dudley, connu, a obtenu son pardon.

Un procès sera intenté bientôt au major Walsh de Washington, pour le forcer à dégager les fonds des écoles d'enfans de couleur.

Le sergent McKeogh, trouvé coupable de complicité dans les récentes fraudes des comptables de primes à New York, a été renvoyé du service et condamné à trois ans de travaux forcés.

Les nouvelles de Panama du 16 disent que la place a été grandement excitée par une menace d'invasion de Costa-Rica. Les affaires étaient paralysées et on avait des craintes sérieuses pour l'ordre.

Un navire aussi un important a été saisi à Mobile et confisqué.

Un rapporteur qu'une douzaine de déserteurs de l'armée fédérale se sont livrés à des opérations de piraterie sur la côte de Honduras. Ils avaient assemblé l'équipage d'une petite goélette et pris possession du navire. Un navire anglais les poursuivait dans la relâche de l'île de Cuba.

Geo. H. Jeanes, de Kentuck, y a été nommé ministre au Nicaragua.

Le procès de Wertz se poursuit. On a entendu trois nouveaux témoins.

Un correspondant de Brownsville écrit au *Herald* que hearing Price a été fait major général par Maximilien et amorise à lever une force de cavalerie de 30 000 hommes des armées rebelles débandées. Il compte avoir, dans un an, 80,000 rebelles pour surveiller les bords du Rio Grande.

Tout était calme sur la rive américaine.

Les officiers américains disent que la croyance en notre neutralité va faire recevoir l'ordre de marcher immédiatement sur le Mexique.

Il y a eu à Jackson, Mississippi, une tempête de pluie extraordinaire dans la soirée du 26.

Beaucoup d'arbres et de vieux arbres ont été renversés. Quelques maisons en voie de construction ont beaucoup souffert.

L'hôpital des nègres a été renversé, un nègre tué et un autre grièvement blessé.

Le drapeau des Etats Unis a été emporté de la façade du capitol, sur le toit d'une maison d'où il a été retiré en lambeaux.

Nouvelles du Nord
PAR L'OUEST.

Des journaux de St Louis, du 22 août, nous extrayons les nouvelles qui suivent :

Billet de $50 contrefait.

Philadelphie, 21 août — Un matin, un billet contrefait de $50 des Etats Unis a été présenté à la monnaie de cette ville. Il présente aucun doute d'une nouvelle émission ou d'une nouvelle planche et le *fac simile* en est fort dangereux pour le public.

Procès de Wertz.

Washington, 21 août. — La commission militaire s'est réunie cette après midi dans la chambre des législatives au capitole. Le Major-Gén. Wallace, président et le colonel Chapman, juge-avocat. A 1 heure 30 minutes, le capitaine Wertz a été introduit sous la garde de deux soldats. Il est arrivé à se lever et le colonel Chapman lui dit :

Capitaine Wertz—Vous devez être jugé par cette commission militaire. Avez vous à faire valoir quelque objection personnelle contre quelqu'un de ses membres ?

Le juge Hughes, de la défense, répond qu'il n'a d'autre objection à présenter que celle que semblent manifester les militaires à la juridiction, ajoute-t-il, doit être absolument jugé par une commission militaire, il aime autant être jugé par celle-ci que par une autre.

La question est donc de faire établissement, traîtreusement et cruellement, en aide à la rébellion alors existante contre les Etats Unis, un homme qui est prévenu et d'avoir conspiré avec Robert E Lee, James Seddon, John H. Winter, Lucien D Northrop, Richard B. Winder, Jos White, W. S. Winder, R E. Nevinson Major Generals, Hughes Lamar, et inconnus, pour nuire à la santé et détruire la vie des soldats au service militaire des Etats-Unis, qui étaient alors prisonniers de guerre dans les régions des rebelles du sud, de faire de la légation et d'affaiblir les armées des Etats-Unis en violation des lois et des usages de la guerre.

Il est aussi accusé, au sortir, d'avoir déchargé deux fois une petite lampe avec un dessein bien préconçu et de leur avoir infligé des blessures qui ont amené leur mort.

New York, 25 août. — Le *Commercial* a publié l'extrait suivant d'une lettre qui lui a été adressée par un citoyen de Camden, Caroline du Sud :

Nous ne nous les nègres doivent être libres à ces-comme le janvier prochain, on se demande, comment ils vivront? Pauvres créatures, leur destinées est écrite. Ou les nègres ont les blancs doivent périr. Quelle affreuse alternative ! Le Nord ne tiendra-t-il à l'écart et laissera-t-il au propre chair et son propre sang périr de la main des nègres ? Je crains pour le bien de l'humanité. Nous avons de grandes difficultés avec les Nègres. Je crois qu'ils séparent pour la crise. Ils sont à s'armer malgré tout, et ils doivent avoir plus d'armes que les blancs. Nous ne pouvons que prendre des armes pour défendre et quand j'aurai mon fusil pas Sherman à prie mon fusil de chasse et mon revolver.

J'ai l'intention, cependant, de faire venir une paire de revolvers de cavalerie avec 200 cartouches à la mesure, bien entendu, car je ne veux pas trop vous embarrasser de choses qui ne sont pas de mon ressort. Je vous ai choqué, car je n'en aurai besoin.

NOUVELLES DU MEXIQUE.

Dépêches ont été ouvertes en Angleterre pour un nouvel emprunt brésilien de 4 millions de livres sterling.

On croit maintenant que la cible n'est perdu le 17 juin, en Valparaiso. La compagnie a dû prendre des mesures immédiates pour le remplacer.

Le *Sun* y Nova dit qu'il y a beaucoup d'appréhension que l'intérêt ou le capital de l'emprunt confédéré n'est jamais payé.

La reine Victoria est partie pour l'Allemagne.

Les croiseurs partent de Londres hier ou ce matin pour la rejoindre pour la course.

La remise Victoria est partie pour l'Allemagne.

Les croiseurs partent de Londres hier ou ce matin pour la rejoindre pour la course.

Le drapeau des Etats Unis a été emporté de la façade du capitol, sur le toit d'une maison d'où il a été retiré en lambeaux.

Nouvelles du Nord
PAR L'OUEST.

Des journaux de St Louis, du 22 août, nous extrayons les nouvelles qui suivent :

Billet de $50 contrefait.

Philadelphie, 21 août — On matin, un billet contrefait de $50 des Etats Unis a été présenté à la monnaie de cette ville. Il présente aucun doute d'une nouvelle émission ou d'une nouvelle planche et le *fac simile* en est fort dangereux pour le public.

Procès de Wertz.

Washington, 24 août. — La commission militaire s'est réunie cette après midi dans la chambre des législatives au capitole. Le Major-Gén. Wallace, président et le colonel Chapman, juge-avocat. A 1 heure 30 minutes, le capitaine Wertz a été introduit sous la garde de deux soldats. Il est arrivé à se lever et le colonel Chapman lui dit :

Capitaine Wertz—Vous devez être jugé par cette commission militaire. Avez vous à faire valoir quelque objection personnelle contre quelqu'un de ses membres ?

Le juge Hughes, de la défense, répond qu'il n'a d'autre objection à présenter que celle que semblent manifester les militaires à la juridiction, ajoute-t-il, doit être absolument jugé par une commission militaire, il aime autant être jugé par celle-ci que par une autre.

La question est donc de faire établissement, traîtreusement et cruellement, en aide à la rébellion alors existante contre les Etats Unis, un homme qui est prévenu et d'avoir conspiré avec Robert E Lee, James Seddon, John H. Winter, Lucien D Northrop, Richard B. Winder, Jos White, W. S. Winder, R E. Nevinson Major Generals, Hughes Lamar, et inconnus, pour nuire à la santé et détruire la vie des soldats au service militaire des Etats-Unis, qui étaient alors prisonniers de guerre dans les régions des rebelles du sud, de faire de la légation et d'affaiblir les armées des Etats-Unis en violation des lois et des usages de la guerre.

Il est aussi accusé, au sortir, d'avoir déchargé deux fois une petite lampe avec un dessein bien préconçu et de leur avoir infligé des blessures qui ont amené leur mort.

New York, 25 août. — Le *Commercial* a publié l'extrait suivant d'une lettre qui lui a été adressée par un citoyen de Camden, Caroline du Sud :

Nous ne nous les nègres doivent être libres à ces-comme le janvier prochain, on se demande, comment ils vivront? Pauvres créatures, leur destinées est écrite. Ou les nègres ont les blancs doivent périr. Quelle affreuse alternative ! Le Nord ne tiendra-t-il à l'écart et laissera-t-il au propre chair et son propre sang périr de la main des nègres ? Je crains pour le bien de l'humanité. Nous avons de grandes difficultés avec les Nègres. Je crois qu'ils séparent pour la crise. Ils sont à s'armer malgré tout, et ils doivent avoir plus d'armes que les blancs. Nous ne pouvons que prendre des armes pour défendre et quand j'aurai mon fusil pas Sherman à prie mon fusil de chasse et mon revolver.

J'ai l'intention, cependant, de faire venir une paire de revolvers de cavalerie avec 200 cartouches à la mesure, bien entendu, car je ne veux pas trop vous embarrasser de choses qui ne sont pas de mon ressort. Je vous ai choqué, car je n'en aurai besoin.

NOUVELLES DU MEXIQUE.

Dépêches ont été ouvertes en Angleterre pour un nouvel emprunt brésilien de 4 millions de livres sterling.

On croit maintenant que la cible n'est perdu le 17 juin, en Valparaiso. La compagnie a dû prendre des mesures immédiates pour le remplacer.

Le *Sun* y Nova dit qu'il y a beaucoup d'appréhension que l'intérêt ou le capital de l'emprunt confédéré n'est jamais payé.

La reine Victoria est partie pour l'Allemagne.

Les croiseurs partent de Londres hier ou ce matin pour la rejoindre pour la course.

La remise Victoria est partie pour l'Allemagne.

AFFAIRE D'EVANSVILLE.

Meurtre contre les nègres.

Nous trouvons dans le *Missouri Republican* les deux paragraphes suivants sous les titres qui précèdent, sans avoir pu découvrir mille part dans la presse de l'ouest l'explication ou le commencement de cette affaire :

Le Henderson *News* dit : Un monsieur d'Uniontown nous informe qu'on n'a pas vu flotter sur les murs de l'Odd Fellows Hall de nègres, en avril de la ville, dans les journées de mercredi et jeudi derniers. Un des nègres était vêtu de l'uniforme fédéral et avait entraîné à son corps huit petits hamps avec un drapeau blanc. On suppose que ces nègres ont été tués dans la récente émeute qui a eu lieu à Evansville, dans l'Indiana, et qu'ils servaient à bord de quelque bateau à vapeur.

—Si sombre et si terrible que soit un drame, il a toujours son incident comique ; ainsi on raconte, à propos de la catastrophe récente de Kenosa, sur le chemin de Lyons à la Méditerranée, l'anecdote qui suit :

M. G....., de Gr wora, se trouvait dans le train ; quand le choc eut lieu, il fut lancé en dehors du wagon, sans autre blessure que des égratignures. M. C..... se releva et s'élança vers la station au secours des autres victimes ; il aperçut un voyageur pris sous les débris des wagons amoncelés. Il le saisit par ses bras et le tira à lui. Il s'aperçut alors qu'une des jambes pendait.— Etait-ce l'écrit ? Il avait effroi, vous avez une jambe coupée ! — Travaillez-vous répondit en riant le voyageur, j'ai de la chance, j'étais une jambe de bois.

—On lit dans la *Andalucia*, journal de Séville :

Avant hier a eu lieu la deuxième lutte entre deux taureaux et l'éléphant Pizarro. La foule était immense.

Le premier taureau s'est rué deux fois sur l'éléphant, et, malgré sa force et son courage, il n'a pu ébranler cette masse.

Le deuxième taureau s'est élancé à quatre reprises contre le géant, qu'il a blessé légèrement au pied.

Les deux taureaux ont prouvé que s'ils n'étaient pas plus forts, ils étaient plus braves que l'éléphant.

—Une affaire, dont nous avons parlé naguère, et qui rappelle celle du docteur Prichard, rétablissement condamné à mort en Angleterre, doit être jugée aux prochaines assises de la Seine-Inférieure. Il s'agit d'un médecin accusé d'avoir empoisonné sa femme et le mari d'une autre dame avec laquelle il voulait contracter mariage. On dit que, malgré l'instruction minutieuse qui a été faite, il reste encore bien des côtés mystérieux dans cette affaire.

—Le *Memorial* d'Aix publie une curieuse statistique qui prouve quel grave préjudice portent à l'agriculture les destructeurs de nids d'oiseaux :

Autrefois, dit cette feuille, alors qu'on n'avait pas encore fait cette guerre sans trêve ni merci aux merles, aux rossignols, aux fauvettes, aux mésanges, aux rouges gorges, aux chardonneret, aux linots, aux pinsons, aux verdiers, aux alouettes, aux rubiettes, etc., on comptait, terme moyen, à chaque printemps, 10,000 nids par chacune lieues carrés de notre Département, et on sait que chaque nid contient en moyenne quatre petits.

Eh bien, il a été constaté qu'à chaque petit le père et la mère consument chaque jour 10 chenilles, soit 60 chenilles, et que le père et la mère en mangeaient 60 autres pour leur part, ce qui faisait 120 chenilles pour la consommation quotidienne de chaque nid. Si donc vous multipliez 120 chenilles par 10,000 nids, vous avez un total de 1,200 000 chenilles qui étaient détruites chaque jour, par conséquent 36,000,000 pour un seul mois.

Trente-six millions de chenilles ! Mais est-on bien songé que ces trente-six millions de chenilles, si on ne respecte pas l'existence de tous ces oiseaux du bon Dieu qui les mangeaient, mangeraient à leur tour, le fruit de nos arbres et toutes nos plantes potagères et toutes nos plantes d'agrément ?

CHRONIQUE LOCALE

TEMPERATURE.

THERMOMETRE DE C. DURAMEL, OPTICIEN, No 46, *rue de Chartres.*

27 août 1865	Fahrenheit.	Centigrade.
6 heures du matin	76	24 1/2
midi.....	89	29 1/2
3 heures du soir..	85	29 1/2
6 heures.....do....	81	27

UN VOLEUR—Un homme de couleur est entré hier matin chez une dame qui demeure dans la rue Prytanée, tirant un pistolet, il lui en posa la gueule sur sa poitrine en lui disant : donnez-moi votre argent, la dame lui a remis un portefeuille contenant cent vingt cinq piastres et le voleur a disparu.

Les officiers Petrie et Pecora ont arrêté un nommé Brent sur qui pèsent les soupçons.

Le coroner s'est informé qu'un homme de couleur de nom d'Antoine est mort subitement dans la rue St Antoine.

ARRESTATION—Des policemen ont arrêté Mich Ward qui est accusé d'avoir grièvement blessé et voulu tuer Mme Byrnes.

RECORDER—M Basj. Campbell, nommé recorder du Premier District en remplacement de M. Venner, prend ses fonctions aujourd'hui.

—Le bruit courait hier que le juge Augustin avait été nommé recorder du Deuxième et du Troisième District.

LE LIVE OAK—Ce magnifique bateau à vapeur partira positivement ce soir à 5 heures pour Barre-port et tous les autres points sur la Rivière-Rouge. Les bateaux de LIVE OAK font régulièrement une ligne de cette rivière et sont très-confortables. Il est commandé par le capitaine C. O. Allard, un des vétérans de notre navigation à vapeur.

POUR LA RIVIERE ROUGE—Le magnifique bateau à vapeur INDICATOR partira positivement ce soir à midi, sharp pour Barre-port et tous les points intermédiaires sur la Rivière Rouge. Il est commandé par le capitaine Poupeline Napoléon Brouillard.

EDITION D'HIER.

Les élections municipales
EN FRANCE.

Donner constamment un nouvel aliment au besoin incessant d'activité qui est le propre de caractère français semble être le secret de la politique de Napoléon III. Après avoir cherché à satisfaire par deux guerres heureuses et brillantes et par quelques expéditions lointaines cet amour inné de la gloire qui de tout temps a été la passion dominante de la nation qu'il gouverne, après avoir mesuré au monde européen le prestige militaire qui garnce aux gouvernements la popularité au dedans et le respect au dehors, Napoléon III s'est attaché, de temps à autre, dans les moments où l'agitation des questions extérieures ne suffisait plus à occuper les esprits, à donner, dans une certaine mesure, satisfaction aux aspirations du peuple français vers la liberté, en lui rendant peu à peu quelques unes des libertés qui avaient toutes été absorbées au profit du pouvoir. En un mot il a eu, d'un gouvernement despotique dans son origine et dans son principe faire un gouvernement progressif.

Parmi les besoins qui ont eu pour but de rendre aux populations leur droit d'initiative, il n'en est pas qui soient appelées à avoir une portée plus grande que l'abstention du gouvernement dans les élections municipales. En laissant le terrain complétement libre, et en dégageant la lutte de l'influence que l'administration faisait toujours peser sur les électeurs par la recommandation de candidatures officielles le gouvernement donnait un éclatant témoignage de confiance dans la sagesse et le bon sens des votants, en même temps qu'il enlevait au débat électoral son caractère politique pour lui restituer le caractère qui convient véritablement aux élections municipales, c'est-à-dire celui d'un débat purement local.

Tel a été, en effet, le double résultat obtenu dans l'immense majorité des communes de France. En dépit des efforts des oppositions coalisées, la politique n'a joué qu'une influence secondaire dans le choix des électeurs. A quelques rares exceptions près, les listes de candidats présentées par les anciennes administrations municipales ont été élues, et là où la liste de l'opposition a triomphé, elle a dû son succès au caractère personnel de ses candidats beaucoup plutôt qu'à leurs opinions politiques. Ce n'était pas le gouvernement et les partis qui étaient aux prises, mais bien les intérêts locaux, intérêts agricoles, industriels ou commerciaux, ou bien encore les capacités administratives ou la popularité individuelle des candidats.

A ce dernier point de vue, il y a là un progrès évident sur ce qui s'était pratiqué jusqu'à ce jour. Si bien renseigné que soit le gouvernement par l'intermédiaire de ses préfets ou de ses sous-préfets, il ne peut être aussi bon juge des intérêts locaux de chaque commune que les habitants de cette commune eux-mêmes.

La centralisation des pouvoirs dans les mains du gouvernement général a certainement ses avantages, mais poussé à l'excès elle avait ses dangers. Napoléon III a compris la nécessité de faire cesser cet abus qui surchargeait son administration de besogne et de responsabilité et il a voulu inaugurer un mouvement de décentralisation administrative qui rendît aux communes leur liberté d'action et leur donnât l'esprit d'initiative qui paraissait leur faire défaut. C'est une révolution pacifique qui est la contre-partie de la révolution au sens contraire qui s'est opérée, depuis la guerre, dans les Etats-Unis, où le pouvoir central tend à absorber les droits et privilèges des Etats ou des communes et à substituer partout son action à celle des autorités locales.

Voici comment le journal *La France*, dont nous avons dernièrement les rédactions sur la révolution politique qui s'accomplit aux Etats-Unis, s'exprime au sujet de la nouvelle tendance que continuent dans la politique intérieure de la France les élections municipales qui viennent d'y avoir lieu.

La période où nous sommes arrivés est marquée par un besoin général de franchises locales et individuelles. Personne sans doute ne veut affaiblir cette forte centralisation politique qui a fait l'unité de la France et la grandeur de notre pays ; mais tout le monde veut dégager à côté de l'Etat et les tolérer, le pouvoir central et la vie locale, de cet excès de démonstration administrative, de ces liens réciproques et étroits qui gênent leur mutuelle activité. On pense, en un mot, que notre pays est parfaitement capable de cette pratique du *self government*, qui a été pour l'Angleterre la base solide de toutes les libertés modernes.

Au début de l'Empire, l'ensemble déjà établi autour de l'ordre et de repos après les violences et les excès de révolutions successives : mais aujourd'hui le besoin de liberté et de la paix ; aujourd'hui, le sentiment, le besoin de l'opinion, de cette intelligence administrative qui, dans tous les pays de la vie civile, pèse sur les citoyens.

C'est ce mouvement d'opinion qui s'anime et qui caractérise le scrutin communal.

Les communes, en effet, s'animent avec une entière indépendance, se constituent municipeaux et ne se considèrent que leurs intérêts particuliers, qui ont montré qu'elles avaient atteint leur majorité sociale, et qu'elles étaient mûres pour la gestion de leurs propres affaires.

L'opinion publique, on se préoccupant des résultats de cette grande manifestation électorale, a eu le sentiment exact de la situation. Elle a dit au gouvernement que le pays était préparé pour cette œuvre considérable, qu'il en approuvait le besoin et qu'il en avait le désir.

Le gouvernement lui-même, en s'abstenant d'intervenir dans la lutte, a ouvert une véritable enquête sur cette grande question. La voix du suffrage universel lui a répondu.

Il suit maintenant que, livrés à eux mêmes, les électeurs des communes ont fait coïncider de leurs devoirs sociaux, et que l'on ne risque rien à étendre leur indépendance en tout ce qui concerne les intérêts municipaux : et ce qui ne dégage surtout de l'ensemble des élections, c'est que l'examinne supérieur vers une plus grande indépendance accordée aux communes ne nuira en rien à la défense, ni à la force du pouvoir central, ni à celle de l'Empereur et pour la dynastie.

L'Empereur avait déjà entendu ces vœux de l'opinion en faisant voter au Corps législatif le projet de loi qui élargissait les attributions des conseils généraux et municipaux. Eclairé par des faits éclatants, il peut marcher aujourd'hui avec plus de certitude dans la voie libérale où il est entré. Le sens, le but et aussi toute la réaction des élections qui viennent de s'accomplir sur tous les points du territoire, se résument dans un seul mot : DECENTRALISATION.

L'AFFAIRE DES QUAIS.

Le *True Delta* annonce dans son édition du soir, que le général Canby est intervenu dans l'affaire des quais et qu'il a interdit au maire Kennedy de vendre, louer ou affermer tout ou partie des quais, sous le prétexte que ces quais appartiennent aux Etats-Unis comme propriété captarée. L'affaire restera en suspens jusqu'à ce qu'on ait une réponse de Washington. Comme nous ne savons rien d'officiel, nous ne pouvons apprécier les motifs invoqués par le général Canby. Nous croyons que les quais sont bien la propriété de la ville, mais, en tous cas, nous sommes heureux de voir retarder la mise en vigueur d'une mesure que nous regardons comme désastreuse pour les intérêts financiers de la Nouvelle-Orléans.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Perte du steamer Mother Jonathan avec 150 personnes.

New York, 25 août—Le steamer *Brother Jonathan* allant de San Francisco à l'Oregon, a fait naufrage. Cent cinquante personnes ont péri, y compris le général Wright et sa famille.

Le SHENANDOAH a détruit les navires suivants : General Williams, Gipsey, Catherine, Munrod, Isabella et Wm Nye.

AUTRES DEPECHES.

CANDIDATURES DEMOCRATIQUES POUR L'OHIO.

PASSIF DE LA MAISON KETCHUM SES MILLIONS.

Marchés de New York.

New York, 25 août—Les steamers *Matanzas* et *Washington* sont arrivés de la Nlle-Orléans.

La convention démocratique de l'Ohio a choisi pour son candidat au poste de gouverneur le général Morgan.

Elle a adopté des résolutions dans lesquelles elle se prononce contre la consolidation des pouvoirs dans les mains du gouvernement fédéral, maintient la doctrine des droits des Etats, regarde la dette nationale comme une calamité et s'oppose à l'introduction des nègres dans l'Etat.

Stephen ainé est arrivé à Washington pour intercéder en faveur de son frère Alexandre.

Le total du passif de la maison Ketcham & Graham est de six millions et trois quarts, l'actif n'est que de trois millions. Le jeune Ketchum est toujours en fuite.

Marchés.

L'or est à 141 Le change sur Londres est à 109 3/4. Le coton est sans changement.

DERNIERES DEPECHES.

GENERAUX RAYES DES CADRES.

Refus du gouvernement de recevoir une lettre de Maximilien.

Arrestation de Ketchum.

Marchés du 26.

New York, 26 août — Les généraux dont les noms suivent ont été officiellement rayés du cadre : Cadwallader, Heintzelman, Butterfield, Doubleday, Pope et Hartsuff, ainsi que 35 majors généraux brevetés et 13 brigadiers généraux.

On rapporte que le gouvernement a récemment refusé de recevoir une lettre de l'empereur Maximilien, exprimant ses condoléances sur la mort de Lincoln et ses félicitations à son successeur.

Il a été présenté au parlement canadien des résolutions exprimant le regret que des propositions aient été faites aux Etats-Unis pour renouveler le traité de réciprocité.

New York, 27 août—Edward Ketchum, le banquier, a été arrêté aujourd'hui sur ordre.

L'or est à 141 1/4. Le coton est lourd et sans changement.

Les steamers Monterey et Guiding Star sont arrivés.

New York, 26 août—Le président a lancé un ordre pour accorder des passeports à tous